

Vu les arrêtés n° 77-247/CG du 20 juin 1977, 78-120/CG du 11 avril 1978,

Vu la délibération n° 143 du 29 avril 1981 relative à l'Urbanisme Commercial en Nouvelle-Calédonie,

Vu les arrêtés 81-313/CG du 30 juin 1981, 83-378/CG du 16 août 1983, 84-211/CG du 22 mai 1984, 84-568/CG du 6 novembre 1984, 85-05/CG du 2 janvier 1985, 87-103/CE du 26 juin 1987,

Vu l'avis du Comité Consultatif dans sa séance du 25 octobre 1989, A adopté les dispositions dont la teneur suit :

Art. 1^{er} - Le Comité d'Aménagement Territorial et de l'Urbanisme (CATU) n'intervient plus à titre consultatif qu'en ce qui concerne le champ d'application des compétences territoriales en matière d'urbanisme.

Art. 2 - Sa composition est désormais la suivante :

- Le Haut-Commissaire ou son représentant, Président
- Les Maires des Communes ou leurs représentants lorsqu'elles sont directement concernées, Membres
- Le Directeur Territorial des Travaux Publics ou son représentant, Membre
- Le Chef du Service Territorial d'Études, de Législation et du Contentieux, Membre.

Peuvent en outre être invités à participer aux travaux du CATU, à titre consultatif également, toutes personnes qualifiées que celui-ci estimera utile de s'adjoindre.

Art. 3 - Le CATU se réunit sur convocation de son Président portant ordre du jour.

Le Directeur Territorial des Travaux Publics est à la fois rapporteur et secrétaire du CATU.

Art. 4 - Les délibérations n° 38 du 8 janvier 1959, n° 120 du 2 mars 1964 et 143 du 29 avril 1981, les arrêtés n° 77-247/CG du 20 juin 1977, 78-120/CG du 11 avril 1978, 81-313/CG du 30 juin 1981, 83-378/CG du 16 août 1983, la disposition de l'arrêté n° 84-211/CG du 22 mai 1984 faisant référence au CATU, les arrêtés 84-568/CG du 6 novembre 1984, 85-05/CG du 2 janvier 1985 et 87-103/CE du 26 juin 1987 sont abrogés.

Il en est de même des références au CATU faites dans la délibération n° 143 du 29 avril 1981 relative à l'urbanisme commercial en Nouvelle-Calédonie.

Art. 5 - Le Plan d'Urbanisme Directeur de Nouméa révisé, actuellement en phase finale d'approbation sera délibéré par l'Assemblée de la Province Sud après avis de son comité d'aménagement et d'urbanisme.

Art. 6 - La présente délibération sera transmise au Délégué du Gouvernement, Haut-Commissaire de la République.

Délibéré en séance publique le 8 novembre 1989.

Un Secrétaire
G. GEORGE

Le Président
S. LOUECKHOTE

Délibération n° 25 du 8 novembre 1989 modifiant la délibération n° 71 relative aux routes express

Le Congrès du Territoire de la Nouvelle-Calédonie, Délibérant conformément à la loi n° 88-1028 du 9 novembre 1988 portant dispositions statutaires et préparatoires à l'autodétermination de la Nouvelle-Calédonie en 1998,

Vu la délibération n° 71 du 12 décembre 1973 relative aux routes express,

Vu l'avis du Comité Consultatif en sa séance du 25 octobre 1989, A adopté les dispositions dont la teneur suit :

Art. 1^{er} - Le caractère de voie express est conféré à une voie ou une section de voie, existante ou à créer, par arrêté de l'Exécutif de la Collectivité dont relève la voie considérée, pris après enquête publique.

Art. 2 - Aux articles 5, 6 et 7 de la délibération susvisée il est substitué aux termes «par arrêté pris en Conseil de Gouvernement sur proposition du Directeur des Travaux Publics» les termes «par arrêté de l'Exécutif de la Collectivité dont relève la voie considérée».

Art. 3 - La présente délibération sera transmise au Délégué du Gouvernement, Haut-Commissaire de la République.

Délibéré en séance publique, le 8 novembre 1989.

Un Secrétaire
G. GEORGE

Le Président
S. LOUECKHOTE

Délibération n° 26 du 8 novembre 1989 relative à la tarification des mises à disposition des engins et personnels de la Direction Territoriale des Travaux Publics (parc)

Le Congrès du Territoire de la Nouvelle-Calédonie,

Délibérant conformément à la loi n° 88-1028 du 9 novembre 1988 portant dispositions statutaires et préparatoires à l'autodétermination de la Nouvelle-Calédonie en 1998,

Vu la délibération n° 304 du 25 mai 1976 relative à la location des engins et véhicules du Parc des Travaux Publics,

Vu l'arrêté n° 76-380/CG du 30 août 1976 relatif aux conditions générales et techniques des locations et mises à dispositions des engins et véhicules du Parc de la Direction des Travaux Publics, ensemble les arrêtés qui l'ont modifié et notamment l'arrêté 87-75/CE du 24 avril 1987,

Vu l'avis du Comité Consultatif en sa séance du 25 octobre 1989, A adopté les dispositions dont la teneur suit :

Art. 1^{er} - Les annexes I, II, III à l'arrêté n° 87-75/CE du 24 avril 1987 sont abrogées et remplacées par les annexes I, I bis, II, III et IV jointes à la présente délibération.

Art. 2 - Les tarifs de location faisant l'objet de ces annexes entreront en vigueur le 1^{er} janvier 1990. En ce qui concerne les Provinces, les prestations sont gratuites jusqu'à cette date.

Art. 3 - La présente délibération sera transmise au Délégué du Gouvernement, Haut-Commissaire de la République.

Délibéré en séance publique le 8 novembre 1989.

Un Secrétaire
G. GEORGE

Le Président
S. LOUECKHOTE

ANNEXE I

1) Locations de véhicules et engins sans chauffeur et sans carburant sans gravillons ni émulsions pour le point-à-temps.

Matériel	Type	à la journée	au mois
Véhicules légers			
- Tourisme	4 L à 405	4 720	85 000
- Utilitaires	404 camionnette à Land Rover	5 910	106 000
Camions			
- 2,5 à 3,5 T C.U.	Renault JK 60	12 350	222 000
- 4 à 7 T C.U.	Renault JK 75 ou S 100 08	13 400	241 000
- 7 à 9 T C.U.	Berliet GL 900	15 700	282 000
- 9 à 12,5 T C.U.	Berliet GLR 160 GLR 200	19 600	353 000
Camion spécial			
- Point-à-temps 2,5 T	Renault ou Iveco	17 000	306 000
Pelles			
- Chargeuse - pelleteuse sur roues	Rétro Ford 555 ou Caterpillar 428	13 300	239 000
- Chargeuse frontale sur roues ou chenilles	Caterpillar 910	15 900	286 000